sister demain à ce qui sera insensé.

Et, pendant que sur le continent, les réformes ne s'opéraient bier souvent que dans les luttes intestines et le sang des guerres civiles, les hommes d'Etat anglais atteignaient le même résultat, lentement, progressivement, par une évolution sage, modérée et raisonnée.

On a dit que le parti libéral voulait battre en brèche l'influence de l'Eglise, et que notre loi était une dénonciation du rôle joué par le clergé dans l'éducation des masses. Voilà une accusation bien injuste et que, pour ma part, je repousse avec la plus grande énergie. Ceux qui, par leurs discours ou leurs écrits, ont déclaré leur hostilité à l'Eglise, ne sont pas dans nos rangs. Ils nous ont même ouvertement combattus aux dernières élections, et si, monsieur l'Orateur, nous occupons des sièges à votre droite, ce n'est pas par leurs vœux, mais malgré leur volonté et contre leur action. Je ne leur reproche pas maintenant leur attitude. Nous sommes dans un pays où toutes les opinions ont le droit de se manifester. Mais, d'un autre côté, nous ne saurions être tenus responsables des idées que nos adversaires ont préconisées et que nous répudions. Nous partageons l'opinion qu'exprimait, il y a déjà plusieurs années, le docteur Meilleur, dans le Mémorial de l'Education (page 362) : " Le clergé et le peuple veulent également et sincèrement l'éducation ! preuve, tous les ordres religieux enseignants qui ont été établis dans le pays pour la répandre ; preuve, tous les établissements d'éducation qui ont été faits, et toutes les maisons d'écoles qui ont été érigées pour cette fin par tout le pays, depuis 1843 jusqu'à ce jour ; preuve, le nombre d'écoles primaires en opération qui couvrent toute la surface du pays et le nombre d'enfants qui les fréquentent annuellement ; preuve encore, le nombre de nos collèges classiques et industriels, espèces de lycées qui, pour la plupart, doivent leur existence et leur opération à l'initiative du cler-

gé et leur alimentation aux enfants du peuple ; preuve encore, les bourses et les pensions fondées ou payées annuellement par le clergé dans nos écoles et aux universités pour aider à donner la haute éducation à ceux de nos jeunes gens dont les talents, l'application et les bonnes dispositions connues, font naître l'espoir de leur utilité et de leur concours à promouvoir, dans la suite, le bien de la religion et de la patrie."

Oui, monsieur, de ce côté de la Chambre, nous rendons hommage au zèle, au dévouement du clergé canadien pour l'instruction publique. Nous n'oublions pas, nous ne pouvons oublier notre histoire et les enseignements qu'elle contient. Pendant longtemps le clergé a été le seul soutien de l'éducation secondaire et supérieure dans cette province. Pendant que nos compatriotes anglais, plus heureux que nous, voyaient s'élever de magnifiques institutions dues à la générosité éclairée de quelques-uns des leurs, des prêtres Canadiens-français bâtissaient des collèges d'où sont sortis tous nos hommes instruits, tous nos compatriotes qui se sont fait un nom dans les professions libérales ou la vie publique, et pour ne citer qu'un exemple, illustre entre tous, le Premier ministre du Canada, l'homme d'Etat qui fixe en ce moment l'attention du continent américain, après avoir fait, l'an dernier, l'admiration de l'Empire Britannique et de la République Française, est un élève de nos collèges classiques. Qui a doté la province de la seule université catholique qu'elle possède ? Qui a édifié cette magnifique institution d'enseignement supérieur, l'Université Laval, si ce ne sont les efforts, le zèle intelligent, le dévouement infatigable du clergé canadien ? Nous, élèves de nos collèges, élèves de Laval, — et j'en vois un grand nombre dans cette enceinte — nous commettrions plus qu'une injustice, nous serions coupables de la plus noire ingratitude, si nous méconnaissons ces efforts ou si nous cher-